



THÉMATIQUE : RÉDUIRE L'IMPACT DES DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS

Intitulé de l'action

Intégrer des véhicules propres dans les flottes des collectivités

Objectifs

- Réduire les émissions des gaz à effet de serre issus des déplacements professionnels
- Réduire les frais d'usage des véhicules de la flotte
- Répondre aux obligations réglementaires

Description de l'action

Rappel : La loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 vise à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique.

Rappel de loi TECV (Transition Énergétique pour la Croissance Verte) et du décret lié aux collectivités

- Obligation faite à l'État et aux collectivités de privilégier des véhicules à faibles émissions lors du renouvellement de leur flotte dès 2020 :

Pour les véhicules légers (voitures et camionnettes), la loi prévoit que lors du renouvellement du parc, les collectivités qui disposent de plus de 20 véhicules doivent acquérir au minimum 20% de véhicules à faibles émissions (véhicules électriques, hybrides rechargeables, à hydrogène et émettant moins de 60 g de CO2/km)

Avec l'adoption de la Loi sur les Mobilités, ces obligations devraient évoluer :

- Un objectif qui reste fixé à 20% jusqu'au 30 juin 2021 et qui devrait évoluer à 30% à partir du 1er juillet 2021
- A compter du 1er janvier 2026, les véhicules à très faibles émissions devront représenter 37.4% des véhicules acquis lors des renouvellements annuels pour l'ensemble des flottes publiques (Article AC) ;
- Les collectivités pourront mutualiser leurs véhicules mais avec contrepartie financière (Article 28 bis)
- Dans un premier temps, bien se tenir informés des obligations réglementaires issues de la nouvelle loi sur les mobilités
- Étudier les usages et les besoins en cours pour la flotte afin de définir les véhicules à acquérir et les modèles

Quels modes d'acquisition ?

- Achat ou location longue durée

→ A noter que passer par l'UGAP permet d'éviter une mise en concurrence et une publicité préalable et de réduire en conséquence les coûts liés à la passation de marché.

Quelles aides ?

- Les collectivités bénéficient du bonus écologique (montant maximal : 6 000€ dans la limite de 27% du prix d'achat – aides financières qui vont évoluer en 2020, pour les véhicules de plus de 60 K€ qui ne bénéficieront plus de la prime) et de la prime à la conversion.

A noter que les véhicules électriques et à hydrogène peuvent bénéficier du bonus écologique et de la prime à la conversion, alors que le véhicule hybride rechargeable ne bénéficie que de la prime à la conversion.

- Au titre du programme ADVENIR, les collectivités sont éligibles à une aide de 40% dans une limite de 1 360€ sur l'installation d'une borne de recharge destinée à leur propre flotte
- Sensibiliser les agents à l'utilisation des véhicules décarbonés (électriques, hybrides rechargeables, à hydrogène – en fonction du type de véhicule acquis), qui se conduisent différemment que des véhicules thermiques : une communication peut être mise en place et qui rappellerait l'importance de recharger le véhicule pour les utilisateurs suivants, l'autonomie réelle du véhicule, etc.
- A noter qu'avec la Loi sur les Mobilités, les agents qui disposeront d'un véhicule électrique pourront se recharger sur site gratuitement, ce ne sera plus considéré comme un avantage en nature.

Renseignements :

- <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A13513>
- <https://www.actu-environnement.com/ae/news/flotte-publique-automobile-verdissement-Etat-collectivites-locales-vehicules-faibles-emissions-electriques-hybrides-33603.php4>
- https://www.ugap.fr/catalogue-marche-public/vehicules-a-faibles-emissions-de-co2_6_64909.html
- <http://advenir.mobi/beneficiaires/>

INFORMATIONS :



Pilote(s) de l'action

- Services Achats
- Services Finances



Partenaires

- Services Patrimoine/Logistique



Coût d'investissement

- Ex d'une Renault Zoé neuve ¹ : entre 24K€ et 28K€ hors bonus écologique (+ location de batterie : entre 74€ et 124€/mois selon le kilométrage) – à noter que l'UGAP ne diffuse pas les tarifs en ligne

Coût de fonctionnement

- Coût de recharge : en moyenne 2.2€ pour recharger 100 km d'autonomie ²
- Frais d'entretien du véhicule (-25% par rapport à un véhicule thermique)²



Délais de mise en place de l'action

- Au gré des renouvellements des flottes



Exemple de structure ayant mis en place cette action

- COBAN
- Andernos-les-Bains
- Biganos
- La Teste-de-Buch

Rappel juridique

- Décret n°2017-24 du 11 janvier 2017 définissant les critères caractérisant les véhicules à faible et très faibles niveaux d'émissions
https://www.ugap.fr/images/media-wp/noeuds/vehicules/docs/decret_2017_24_du_18_janvier_2017.pdf
- Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385>
- Projet de loi d'orientation des mobilités n°157 rectifié – le 26 novembre 2019
http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/loi_orientation_mobilites

Bénéfices attendus

- Diminution des émissions de CO2 générées par les déplacements professionnels
- Économies financières liées à la recharge (moins cher que le carburant) – voir coût de fonctionnement

Facteurs clés de succès

- Une bonne analyse des usages actuels pour trouver le véhicule le plus adapté
- Une bonne sensibilisation des agents (leurs usages sont souvent très adaptés au véhicule électrique)
- Si choix de l'électrique : implantation ou accès à une borne de recharge sur site ou à proximité

Indicateurs de suivi

- Suivi des dépenses effectuées
- Nombre de véhicules renouvelés par des véhicules « propres »
- Suivi des usages de la flotte
- Suivi des pleins de véhicules thermiques et des recharges électriques pour comparaison et évolution



©Photo : Pays Barval_SD

¹ Source : l'argus - ² Source : Automobile-propre.com